

Unité départementale de Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC

ZA du Champ Blanchard
Distré
49400 Saumur

Références : D.26.0162
Code AIOT : 0006300214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC implanté La Roche Atard 85290 Mortagne-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE LA ROCHE ATARD - SNC
- La Roche Atard 85290 Mortagne-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006300214

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté bi-départemental (85/49) n°D3-95 n°1179 du 19 septembre 1995 pour 30 ans. L'exploitation de la carrière a été prolongée jusqu'au 19/08/2027. L'installation de traitement des matériaux est autorisée par arrêté n°02-DRCLE-1-251 du 30 mai 2002 du préfet de la Vendée. La superficie totale autorisée de la carrière est de 37 ha pour un tonnage maximum autorisé de 700 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif.

Références réglementaires du contrôle :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°02-DRCLE-1-251 du 30/05/2002 autorisant l'exploitation des installations de traitement sur la carrière de la Roche Atard (dans sa version modifiée par l'arrêté complémentaire n°2025-DCPATE-39 du 03/02/2025),
- Arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières (NOR : ENVF9430348A),
- Arrêté ministériel du 31/01/2008 du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (NOR : DEVF0773558A)

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stabilité/éboulis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Installations de lavage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.2.2-§3 et 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis – dernier §	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Emission de poussières (silo sables)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1-§1 et 2	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été identifiées. Il est attendu que l'exploitant procède aux actions correctives suivantes pour assurer un retour à la conformité des prescriptions contrôlées :

- finaliser les travaux sur l'éboulis au front Nord-Ouest sous 1 mois,
- ajouter un volucompteur sur son installation de lavage afin de pouvoir déterminer la quantité d'eau recyclée sur l'installation sous 1 mois,
- compléter son plan de gestion des déchets d'extraction et le transmettre au préfet sous 1 mois,
- procéder à des travaux sur le silo de sables émettant un panache de poussière important sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p>

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;

-le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;

-les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.

IV.-Dans le cas de mouvements transfrontaliers de déchets soumis à notification, l'exploitant indique en outre le numéro de notification.

V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

NB liste de l'annexe I :

a) *Etablissements exerçant une des activités listées ci-dessous :*

- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;

- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;

- stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO₅ (100 000 équivalents habitants) ;

- site d'extraction relevant du code minier.

b) Etablissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe.

Constats :

La saisie de la déclaration GEREP a été faite par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stabilité/éboulis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a procédé à une expertise de l'effondrement des fronts Nord-Ouest (rapport R.2026-05 v1 du 18/02/2026). Selon cette étude, l'origine de l'effondrement résulte de plusieurs facteurs : une roche de composition hétérogène très fracturée et altérée en profondeur, un couloir de faille large d'une dizaine de mètres bordant l'effondrement côté Sud-Est avec des fractures de même orientation côté Nord-Ouest et des fractures parallèles au front avant sa rupture, dont l'une sur laquelle la rupture s'est probablement produite (fracture qui appartient à des plans de cassures générant de grand glakis sur les fronts de roche saine). Le rapport précise que la gestion des eaux en amont a pu faciliter le déclenchement de l'instabilité dans la mesure où l'eau arrivant - et arrive encore - par plusieurs ravines sur le palier supérieur de la zone instable.

L'étude formule des préconisations pour lesquelles l'exploitant a engagé les actions suivantes :

Préconisation de l'étude du 18/02/2026	Constat sur site le jour de la visite
1 - Poursuite du décapage de la zone altérée argileuse superficielle, avec une pente de talus finale de 30 % et une banquette en pied de 10 m.	La partie éboulée du front supérieur Nord-Ouest a été dégagée. Le dégagement du front supérieur côté Nord est en cours. Le talutage final sera initié par la suite. Une banquette de 10 m est présente.
2 - L'exploitation par demi-front du panneau mylonitique en progressant vers l'Ouest-Sud-Ouest selon le schéma de principe joint à l'étude.	L'exploitant indique que cette zone n'a pas fait l'objet d'extraction depuis la dernière visite d'inspection (décembre 2025) et qu'au vu de la qualité du gisement, la zone ne sera pas exploitée.
3 - Revoir la gestion des ruissellements afin de ne pas déverser d'eau sur ce périmètre. L'actuel fossé de collecte longeant la piste périphérique n'est pas fonctionnel.	L'inclinaison des pistes supérieures Nord-Ouest et Nord a été modifiée afin de conduire les eaux vers la périphérie du site. Il est prévu : - un réseau complémentaire de fossés périphériques pour récupérer ces eaux. - un apport de matériaux pour faciliter la circulation sur la piste.
4 - La réalisation d'une campagne de sondage mécaniques et géophysique permettrait de mieux cerner l'épaisseur d'altération du panneau mylonitique et son emprise.	L'exploitant indique qu'en l'absence d'exploitation de la zone cette campagne de reconnaissance n'est pas prévue.

Le prestataire attire l'attention sur deux situations qui devront être abordées avec prudence.

- le couloir de fracture F2 bordé côté amont par une zone très altérée est susceptible d'un effondrement de masse.
- la zone d'intersection entre les failles F1 et F2.

Concernant les risques aux tiers, l'étude indique que la propagation de l'effondrement actuel vers l'extérieur du site n'apparaît pas probable notamment parce que la qualité de la roche est meilleure dans l'angle Ouest de l'exploitation. L'altération argileuse du recouvrement superficiel qui restera en place sous la piste périphérique nécessite de limiter la pente du front de découverte à 30°.

Les préconisations 1 (dégagement/talutage) et 3 (gestion des eaux) formulées par le bureau d'étude sont en cours de réalisation.

La stabilité des fronts Ouest n'est pas acquise, des actions doivent encore être finalisées, l'exploitant ne respecte pas encore les prescriptions ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Finaliser les actions 1 et 3 préconisées et assurer la traçabilité du programme d'action. - Au vu des situations signalées par le prestataire qu'il y ait ou non exploitation de la zone Nord-Ouest, l'exploitant doit engager des actions complémentaires (reconnaissance, mise en place de dispositif du suivi). Le dossier de demande d'autorisation de prolongation et d'extension déposé le 25/05/2022 est en fin d'instruction. Les préconisations ainsi que le suivi spécifique de ces zones seront intégrés au projet d'acte préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2002, article 4.2.2-§3 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <i>Les volumes consommés sont consignés mensuellement dans un registre tenu à disposition de l'inspection.</i> <i>L'exploitant est en mesure de connaître les consommations d'eau de chaque poste identifié à l'article 4.1.2 et leur éventuel sous poste de consommation (apport en eau d'appoint, fabrication du floculant,...) par la mise en place de volucompteur. Les parts d'eau dans les matériaux commercialisés et dans les boues peuvent être pour leurs parts estimées.</i> <i>NB : Ce point de contrôle se limite aux volucompteurs présents <u>sur la nouvelle installation de lavage.</u></i>
Constats : Le synoptique du circuit d'eau a été mis à jour par l'exploitant suite au contrôle du 01/12/2025. Ce synopsis diffère du schéma de principe transmis lors de la demande de modification des installations de lavage de l'installation déposé le 21/05/2024. Le floculant y est fabriqué avec l'eau d'exhaure et non plus avec l'eau du réseau d'adduction d'eau potable. Cette modification n'est cependant pas notable au titre du R.181-46 du code de l'environnement, l'objectif de fonctionnement en circuit fermé (recyclage des eaux) étant respecté. En fond de fosse, la quantité d'eau d'exhaure prélevée est connue. Un premier compteur permet de connaître la quantité d'eau totale consommée sur le site puis sur le réseau d'eau des compteurs sont présents sur :

<p>- le réseau d'abattage des poussières (installations et pistes)</p> <p>- l'apport en eau claire sur la cuve CEC1.</p> <p>Il n'y a pas de compteur pour :</p> <p>- le lavage des engins,</p> <p>- l'appoint sur le rotoluve et l'aspersion des bennes,</p> <p>- la fabrication de floculants. Néanmoins la quantité d'eau utilisées pour la fabrication et la dilution des floculants peut être estimée (suivi des horaires de fonctionnement et débits connus),</p> <p>- la quantité d'eau présente dans les boues mises en fond de carrière et contenue dans les matériaux lavés mais cette quantité peut être estimée (% d'humidité connue).</p> <p>La présence d'une surverse entre la cuve d'eau claire (CEC1) et le clarificateur (DEC) rend impossible la mise en place d'un compteur sur cet appoint d'eau vers l'installation de lavage. Suite aux échanges sur site, il apparait que la mise en place d'un compteur d'eau entre la cuve DEC1 et l'installation de lavage est techniquement possible. La présence de ce compteur permettra de définir par calcul la quantité d'eau recyclée (circuit fermé).</p> <p>Par calcul, la quantité totale sur le poste de lavage des engins et le rotoluve (comprenant aspersion des bennes) pourra être définie sans pour autant être distinguée sur chacun de ces postes de consommation. Les quantités restent limitées vis-à-vis des autres postes de consommation.</p> <p>Depuis la dernière visite (décembre 2025), l'exploitant n'a pas mis en place de compteur supplémentaire sur son réseau et a mis à jour son synoptique.</p> <p>Il n'est donc pas en mesure d'identifier les quantités d'eau consommées dans les différentes parties de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Étendre le réseau de volucompteur à la quantité d'eau issue de la cuve d'eau claire (CEC1) et l'installation de lavage.</p> <p>- Estimer les quantités d'eau consommée pour les 3 premiers mois de l'année 2026 :</p> <p>1/ pour la fabrication et la dilution du floculant,</p> <p>2/ partant dans les boues en fond de fosse,</p> <p>3/ contenue dans les matériaux lavés,</p> <p>4/ en déduire les quantités d'eau consommée pour le lavage des engins, le rotoluve/rampe d'aspersion des bennes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis – dernier §</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'extraction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- (1) - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
 - (2) - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
 - (3) - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
 - (4) - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
 - (5) - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
 - (6) - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
 - (7) - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
 - (8) - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
 - (9) - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
 - (10) - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.
- Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Le plan de gestion transmis porte sur la dernière phase d'exploitation actuellement autorisée pour la carrière de la Roche Atard (2025-2027).

Le document transmis identifie les types de déchets :

- Terres végétales : 2 000 m³ stockées au coin Nord-Ouest du site.
- Stériles de découverte : 80 000 m³ stockées au coin Nord-Ouest du site.
- Stériles de production : 3 000 m³ mis en remblai au sein de la fosse.
- Stériles de production issus du traitement (boues): 1 750 m³ mis en remblai au sein de la fosse.

Ces descriptions répondent aux items 1 à 3.

Le suivi environnemental du site est présenté pour indiquer l'absence d'impact de ces déchets

<p>d'extraction sur l'environnement (item 4).</p> <p>Tous les déchets sont maintenus sur site et valorisés dans le cadre de la remise en état de la carrière (item 5).</p> <p>Le document indique les mesures prises pour assurer la stabilité des stockages et présente les mesures de contrôle de la surveillance (item 7) et de prévention des émissions (item 8)</p> <p>Les déchets ne présentant pas de risque de pollution, la description de l'item 9 n'est donc pas nécessaire.</p> <p>Le document ne comprend pas les éléments des items 6 (pas de plan de remise en état) et 10 (éléments relatifs au stockage de type A).</p> <p>Le document a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la totalité de cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compléter le plan de gestion des éléments relatifs à la remise en état (item 6) et au stockage de "type A" (dans les termes de l'arrêté ministériel du 19/04/2010). Si le site n'est pas concerné sur ce dernier point, le plan doit l'indiquer clairement. - Transmettre le document mis à jour au préfet.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Emission de poussières (silo sables)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1-§1 et 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réalisée par temps venteux, le silo de sables « 0/2 » présente un panache de poussières à quelques mètres de hauteur. Un trou est présent.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procéder à une action corrective afin de ne plus émettre de sable via ce trou en hauteur sur la paroi du silo.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois